

aventure, le ministre des Finances a déclaré, selon des rapports de presse, que les États-Unis auraient pu adopter des mesures moins drastiques s'ils avaient su gérer leurs affaires aussi efficacement que le Canada. Il semble que le ministre des Finances soit revenu de Washington, non seulement les mains, mais aussi la tête vide.

Je ne devrais pas me montrer trop sévère à l'endroit du ministre des Finances parce qu'il prenait des vacances bien méritées au moment de cette annonce. Je crois que le premier ministre suppléant l'a mis au courant de la situation à son retour et qu'il a été envoyé en toute hâte à Washington. A mon avis, le premier ministre suppléant a un talent exceptionnel pour embrouiller les choses, au point qu'il a, dit-on, dans son bureau un appareil à épointer les crayons. Autrement dit, le ministre des Finances et le premier ministre suppléant ont eu ce qu'ils ont appelé une discussion franche et complète, mais qui n'a abouti à rien.

Je pourrais continuer à taquiner le ministre, mais j'ai prétendu que le premier ministre du Canada aurait alors dû aller en parler avec le président Nixon, non pas en quémandeur, le bonnet à la main, mais en tant que représentant du Canada, qui est non seulement le meilleur client des États-Unis mais aussi son plus important fournisseur de matières premières. J'avais également dit que je ferais cause commune avec le premier ministre, en ma qualité de chef de l'opposition, pour montrer aux États-Unis que les Canadiens sont unanimes à déplorer la décision du gouvernement américain. Dans sa sagesse, le premier ministre a décidé de refuser cette offre, et c'est lui qui en porte la responsabilité. Mais je le dis maintenant, à lui et à son gouvernement, que c'est à nous et au gouvernement en fin de compte d'arrêter la politique du Canada relativement à ses relations avec les États-Unis. Ce sera plus difficile à faire sans le rapport Gray sur la propriété étrangère. Nous attendons toujours ce document, et, disons-le bien, nous sommes plutôt las d'attendre. Quoi qu'il en soit, il est temps que le Canada décide de l'orientation qu'il veut donner à ses relations avec son voisin du sud, et des objectifs qu'il poursuit à cet égard. Nous ne pouvons plus nous contenter de l'improvisation insensée qui a mené à la situation fort regrettable dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

• (4:10 p.m.)

Qu'y a-t-il que nous devrions essayer de faire maintenant? De toute évidence, nous devrions essayer d'échapper au plus tôt à la surtaxe imposée par les États-Unis. J'ai dit que le premier ministre devrait prendre personnellement la question en main. Autrement dit, nous devrions négocier avec Washington à un échelon plus élevé que nous ne l'avons fait jusqu'à présent. Il faudrait, assurément, promouvoir des efforts multilatéraux en vue de persuader les États-Unis de supprimer la surtaxe aussitôt que possible. Nous connaissons tous le risque de représailles qui existera tant que les États-Unis maintiendront cette surtaxe en vigueur. Nous savons tous quels seraient les résultats d'une guerre commerciale ou de représailles de la part du Marché commun européen ou d'autres zones d'échanges. Nous savons combien nous pourrions en souffrir dans notre propre pays. Troisièmement, il nous faut cesser ces expédients et ces chicaneries à l'égard des États-Unis. Il nous faut mettre au point des politiques qui nous permettent d'accéder non pas seulement aux marchés dont il est question aujourd'hui, qui seront touchés par la surtaxe. Il nous faut voir à obtenir une part équitable du marché américain des produits manufacturés. Il nous faut viser pour notre dollar canadien un niveau qui

[L'hon. M. Stanfield.]

permette à notre commerce, d'exportation en général, de se développer.

Je crois savoir que plus tard aujourd'hui le ministre des Finances fera une déclaration. J'ignore de quel genre de déclaration il s'agit.

Une voix: Une déclaration sur l'état de l'économie.

L'hon. M. Stanfield: Qu'on nous fasse un exposé honnête de la situation économique. Il viendra peut-être, mais que le ministre nous dise maintenant avec franchise le taux de chômage qu'il prévoit avec son gouvernement pour cet automne ou cet hiver. Qu'il nous dise comment se dessine véritablement l'horizon. J'ai dit en juin dernier que le budget du ministre des Finances n'était pas à la hauteur de la situation. A la lumière de ce qui s'est produit depuis, je dis qu'il est effectivement hors de propos. Le pays a maintenant besoin de mesures étendues pour combattre le chômage actuel dont toute personne honnête prévoit une intensification l'hiver prochain à moins que le gouvernement n'agisse de manière efficace. J'ignore ce que le ministre des Finances a l'intention de dire mais je le préviens que ses vagues déclarations du passé sur les perspectives d'avenir et la complaisance qu'il a manifestée au sujet de l'économie me sont inacceptables comme elles le sont à mes collègues à la Chambre et, sans doute, aux Canadiens qui saisissent vraiment les problèmes. Nous voulons savoir quelles sont les perspectives et les buts envisagés. Nous voulons savoir quelles politiques le gouvernement entend poursuivre.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: On peut suggérer au gouvernement un certain nombre de mesures qu'il pourrait prendre. Entre autres, stimuler le marché intérieur au moyen de plus de dégrèvements d'impôt, comme je n'ai cessé de le préconiser pendant toute l'année. Un moyen pratique de stimuler l'économie nationale serait de mettre en œuvre, avec la collaboration des provinces, des programmes d'emploi d'hiver. Mais il faut que le gouvernement consulte les gouvernements provinciaux et s'assure qu'ils ont les fonds nécessaires pour faire face aux paiements d'assistance sociale qui vont s'accroître—ils vont s'accroître de toute façon—à un rythme accéléré, à moins que le gouvernement ne prenne des mesures efficaces. Que le ministre des Finances nous dise donc, franchement, aujourd'hui comment le gouvernement entrevoit la situation et ce qu'il compte faire.

L'hon. M. Hees: Qu'il fasse preuve d'honnêteté pour une fois. C'est tout ce que nous lui demandons—pour une seule fois.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'en ai dit suffisamment, je pense, pour montrer que ce bill ne représente qu'un bien faible projet dans le contexte de la solution qui s'impose aujourd'hui ou même dans une lutte efficace contre nos difficultés économiques. Il constitue une mesure très minime et très limitée. J'espère qu'il aidera ceux dont l'emploi est menacé par cette surtaxe américaine. Mais je dois vous dire, monsieur l'Orateur, qu'il nous faut connaître clairement les intentions du gouvernement quant à la manière d'envisager les graves problèmes du chômage, de l'emploi et de l'expansion au pays. Si nous ne les connaissons pas, il nous sera peut-être nécessaire de proposer certains amendements.